

---

Troisième session, trentième Législature

---

---

Third Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

## **Projet de loi no 5**

## **Bill No. 5**

Loi modifiant la Loi favorisant la mise  
en valeur des exploitations agricoles

An Act to amend the Act to promote the  
development of agricultural exploitations

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. TOUPIN

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975



## Projet de loi no 5

Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 1 de la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (1969, chapitre 44) est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe c par les suivants:

« c ) « agriculteur »: toute personne physique qui est propriétaire ou locataire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale occupation; il désigne également, dans le cas de propriété indivise d'une ferme, plusieurs personnes physiques à condition que parmi celles-ci, il se trouve un ou plusieurs exploitants agricoles détenant au moins soixante pour cent des droits de propriété dans telle ferme; »;

« c<sup>1</sup> ) « aspirant-agriculteur »: toute personne physique âgée d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans, propriétaire ou locataire d'une ferme, qui s'adonne à l'agriculture sans en faire sa principale occupation et s'engage à en faire sa principale occupation dans les délais et suivant les conditions fixés par règlement; »;

b) par l'addition, à la fin du paragraphe d, de ce qui suit: « il désigne aussi tout autre immeuble qui, de l'avis de l'Office, peut raisonnablement être considéré comme faisant partie d'une ferme à raison de laquelle une demande de subvention peut être faite; »;

## Bill No. 5

An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 1 of the Act to promote the development of agricultural exploitations (1969, chapter 44) is amended:

(a) by replacing paragraph c by the following:

“(c) “farmer”: any physical person who is the owner or lessee of a farm and whose principal occupation is agriculture; it also designates, in the case of undivided ownership of a farm, several physical persons provided that among them there are one or more farm operators holding at least sixty per cent of the rights of ownership in such farm;”;

“(c<sup>1</sup>) “aspiring farmer”: any physical person not less than eighteen nor more than forty years of age who, being the owner or lessee of a farm, practises farming without making it his principal occupation and undertakes to make it his principal occupation within the delays and according to the conditions fixed by regulation;”;

(b) by adding at the end of paragraph d, the following: “it also designates any other immovable which, in the opinion of the Bureau, may reasonably be considered as forming part of a farm in respect of which an application for a grant may be made;”;

## NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet modifie certaines définitions et formule celle d'« exploitants conjoints » pour rendre admissibles aux subventions les locataires de ferme. Il propose aussi d'inclure dans la loi les définitions d'« aspirant-agriculteur » et de « coopérative d'exploitation agricole » comme nouvelles catégories d'individu et de groupe susceptibles d'obtenir des subventions. Il réduit de 66⅔ % à 60 % ou fixe à 60 %, selon le cas, la proportion des intérêts que doivent détenir les exploitants agricoles dans les groupes pour rendre ceux-ci admissibles à une subvention.

Les articles 2 et 3, qui remplacent respectivement les articles 2 et 5 de la loi, prévoient que les subventions respectives de \$1,000 et de \$3,000 que le ministre de l'agriculture peut accorder à l'occasion d'un établissement, pourront aussi, à compter de l'entrée en vigueur du projet, être accordées à tout agriculteur âgé de 18 à 40 ans et à tout aspirant-agriculteur, sans égard au délai de réception par l'Office du crédit agricole du Québec de la demande de subvention de leur part.

L'article 4, qui remplace l'article 7 de la loi, permet que la subvention de \$2,000 que le ministre peut accorder à l'occasion d'un agrandissement, puisse l'être aussi, à compter de l'entrée en vigueur du projet, à l'agriculteur qui réalise un agrandissement par l'acquisition ou la location de terrain additionnel, sans égard au délai de réception par l'Office de la demande de telle subvention.

L'article 5 est de concordance.

L'article 6 réduit de 33⅓ % à 20 % ou fixe à 20 %, selon le cas, la proportion des

## EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill amends certain definitions and adds the definition of "joint operators" to make lessees of farms eligible for grants. It also proposes the inclusion in the act of the definitions of "aspiring farmer" and "agricultural operations cooperative" as new categories of individuals and groups capable of obtaining grants. It reduces the percentage of the interests that must be held by agricultural operators in a group, to qualify it for a grant, from 66⅔ % to 60 %, or fixes it at 60 %, as the case may be.

Sections 2 and 3, which replace sections 2 and 5, respectively, of the act, provide that the grants of \$1,000 and \$3,000, respectively, which may be accorded by the Minister of Agriculture on the establishment of a farm, will also be available, from the coming into force of the bill, to all farmers between 18 and 40 years of age and all aspiring farmers, regardless of their delay in sending in their applications for a grant to the Québec Farm Credit Bureau.

Section 4, which replaces section 7 of the act, makes the grant of \$2,000 available from the Minister on enlarging one's farm, available as well, from the coming into force of the bill, to any farmer who enlarges his farm by acquiring or leasing additional land, regardless of his delay in applying for it to the Bureau.

Section 5 is a provision of concordance.

Section 6 reduces the percentage of the interests an agricultural operator must hold

c) par le remplacement, dans le paragraphe *f*, des mots « , pourvu que tous ses actionnaires soient des personnes physiques, qu'au moins les deux tiers en valeur des actions de toute catégorie soient la propriété d'exploitants agricoles et qu'au moins la majorité d'entre eux ait pour activité principale l'exploitation de cette ferme » par ce qui suit: « ou locataire, pourvu que tous ses actionnaires soient des personnes physiques et qu'au moins soixante pour cent des actions de chaque catégorie émises soient la propriété d'exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme »;

d) par l'addition, après le paragraphe *f*, du suivant:

« *f*<sup>1</sup>) « coopérative d'exploitation agricole »: une société coopérative agricole formée en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124) ou une association coopérative formée en vertu de la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous ses producteurs actionnaires ou tous ses membres, selon le cas, soient des personnes physiques, qu'au moins soixante pour cent des actions ordinaires émises ou des parts sociales, selon le cas, soient la propriété d'exploitants agricoles et que la majorité de ses producteurs actionnaires ou de ses membres, selon le cas, soient des exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme » ; »;

e) par le remplacement, dans le paragraphe *g*, des mots « et qui est formée au moyen d'un contrat écrit conforme aux règlements et constituée d'exploitants agricoles dont la majorité a pour activité principale l'exploitation de cette ferme dont la propriété a été apportée à la société par un ou plusieurs d'entre eux » par ce qui suit: « dont elle est propriétaire ou locataire, qui est formée au moyen d'un contrat écrit conforme aux règlements, qui est constituée de personnes physiques et dont au moins soixante pour cent des intérêts sont la propriété d'exploitants agri-

(c) by replacing, in paragraph *f*, the words "which it owns, provided that all of its shareholders are physical persons, that not less than two-thirds in value of the shares of any class is owned by farm operators and that the principal activity of at least the majority of them is the operation of such farm" by the following: "of which it is the owner or lessee, provided that all of its shareholders are physical persons and that not less than sixty per cent of the issued shares of each class are owned by farm operators among whom the principal occupation of the majority is the operation of such farm";

(d) by adding, after paragraph *f*, the following:

"(f<sup>1</sup>) "agricultural operations cooperative": an agricultural cooperative association established under the Cooperative Agricultural Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 124) or a cooperative association established under the Cooperative Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 292), whose main object and principal activity is the operation of an economic farm of which it is the owner or lessee, provided that all of its shareholder-producers or all of its members, as the case may be, are physical persons, that at least sixty per cent of the issued ordinary shares or of the common shares, as the case may be, are owned by farm operators and that the majority of its shareholder-producers or members, as the case may be, are farm operators among whom the principal occupation of the majority is the operation of such farm";

(e) by replacing, in paragraph *g*, the words "and which is constituted by a written contract complying with the regulations, and composed of farm operators the majority of whom have as their principal activity the operation of such farm, the ownership of which has been vested in the partnership by one or more of them" by the following: "of which it is the owner or lessee, constituted by a written contract complying with the regulations, composed of physical persons and in which not less than sixty per cent of the interests are owned by farm operators among whom the

intérêts que doit détenir un exploitant agricole dans une corporation, une société ou une coopérative d'exploitation agricole pour rendre ces groupes admissibles aux subventions prévues aux articles 2 et 5 de la loi; il porte en outre à de nouveaux maximums lesdites subventions auxquelles ces groupes sont admissibles en tenant compte du nombre d'exploitants agricoles qui en font partie et qui rencontrent les conditions requises pour rendre ces groupes admissibles.

L'article 7, qui remplace l'article 11 de la loi, porte à de nouveaux maximums la subvention prévue à l'article 7 de la loi que peuvent obtenir une corporation, une coopérative ou une société d'exploitation agricole, en tenant compte du nombre d'exploitants agricoles qui font partie de ces groupes et qui détiennent chacun au moins 20% des intérêts dans tels groupes.

L'article 8, qui remplace l'article 12 de la loi, est de concordance quant au premier alinéa du nouvel article proposé et il a pour objet, dans le deuxième alinéa de ce nouvel article, de tenir compte du montant d'une subvention déjà obtenue par chaque exploitant agricole faisant partie d'une corporation, d'une coopérative ou d'une société d'exploitation agricole, et rendant ces groupes admissibles aux subventions, pour fixer le maximum d'une subvention à accorder à tels groupes.

L'article 9 est de concordance.

Les articles 10 à 14, qui remplacent respectivement les articles 13a à 13e, ont pour objet d'appliquer aux propriétaires indivis et aux exploitants conjoints d'une ferme rentable des dispositions similaires à celles qui s'appliquent aux corporations, coopératives et sociétés d'exploitation agricole pour l'obtention des subventions prévues aux articles 2, 5 et 7 de la loi, la détermination des maximums qu'elles peuvent atteindre et la fixation de tels maximums.

Les articles 15 et 16 sont de concordance.

L'article 17 prévoit que lorsque deux époux font partie ensemble de tout groupe visé par la loi, ils ne peuvent rendre tel groupe éligible qu'à une fois le montant de toute subvention prévue par la loi.

in an agricultural operations corporation, partnership or cooperative, to make it eligible for the grants provided for in sections 2 and 5 of the act, from 33⅓% to 20%, or fixes it at 20%, as the case may be; it also raises the upper limits on such grants available to these groups by taking account of the number of agricultural operators in their membership who meet the required conditions to make the groups eligible.

Section 7, which replaces section 11 of the act, establishes new upper limits on the grants under section 7 of the act, obtainable by agricultural operations corporations, partnerships and cooperatives, by taking account of the number of agricultural operators in their membership who each hold at least 20% of the interests in the group.

Section 8, which replaces section 12 of the act, provides concordance in the first paragraph of the new draft section; in the second, the object is to have the amount of any grant previously obtained by each agricultural operator belonging to an agricultural operations corporation, partnership or cooperative and making it eligible for a grant, taken into account in determining the maximum grant available to the group.

Section 9 is a provision of concordance.

In sections 10 to 14, which replace sections 13a and 13e, respectively, the object is to make provisions similar to those which apply to agricultural operations corporations, partnerships and cooperatives applicable to undivided owners and joint operators of an economic farm for the obtaining of grants under sections 2, 5 and 7 of the act, for the determination of the maximum grants available and for the fixing of those maximums.

Sections 15 and 16 are provisions of concordance.

Section 17 provides that where two spouses are members, together, of any group affected by the act, they can only make the group eligible to one time the amount of any grant provided for by the act.

coles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme »; et

f) par l'insertion, après le paragraphe g, du suivant:

« g<sup>1</sup>) « exploitants conjoints »: plusieurs personnes physiques qui exploitent conjointement une ferme rentable constituée de l'ensemble des fermes dont elles sont propriétaires ou locataires en se partageant, suivant les proportions déterminées entre elles, les revenus de l'ensemble de ces fermes, pourvu qu'au moins soixante pour cent de l'ensemble des intérêts dans cette ferme soient la propriété d'un ou de plusieurs agriculteurs; ».

[[2. L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 29 du chapitre 85 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

« 2. Le ministre peut, sur la recommandation de l'Office, accorder une subvention pouvant atteindre mille dollars:

a) à tout agriculteur âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans ou tout aspirant-agriculteur qui, à compter du (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), acquiert ou loue, pour s'y établir, une ferme rentable;

b) à tout agriculteur âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans qui, avant le (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), a acquis, aux mêmes fins, une telle ferme pourvu que sa demande de subvention parvienne à l'Office dans les trois ans qui suivent la date d'acquisition de la ferme.

Cette subvention est accordée à l'agriculteur ou à l'aspirant-agriculteur qui en fait la demande, aux fins de l'aider à mettre cette ferme en valeur conformément au règlement. »]]

[[3. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 30 du chapitre 85 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

« 5. Le ministre peut aussi, sur la recommandation de l'Office, accorder une subvention pouvant atteindre trois mille dollars:

a) à tout agriculteur âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans ou tout

principal occupation of the majority is the operation of such farm"; and

(f) by inserting, after paragraph g, the following:

“(g<sup>1</sup>) “joint operators”: several physical persons who jointly operate an economic farm constituted of the aggregate of the farms of which they are the owners or lessees while sharing, according to the proportions determined among them, the income from the aggregate of such farms, provided that not less than sixty per cent of the aggregate of the interests in such farm are owned by one or several farmers;”.

[[2. Section 2 of the said act, amended by section 29 of chapter 85 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

“2. The Minister may, on the recommendation of the Bureau, make a grant not exceeding one thousand dollars:

(a) to any farmer not less than eighteen nor more than forty years of age or to any aspiring farmer who, from (*insert here the date of the coming into force of this act*), acquires or leases an economic farm to establish himself thereon;

(b) to any farmer not less than eighteen nor more than forty years of age who, before (*insert here the date of the coming into force of this act*), has, for the same purposes, acquired such a farm, provided that his application for a grant is received by the Bureau within three years from the date of the acquisition of the farm.

Such a grant shall be made to the farmer or to the aspiring farmer who applies therefor, for the purpose of assisting him to develop such farm in accordance with the regulations.”]]

[[3. Section 5 of the said act, amended by section 30 of chapter 85 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

“5. The Minister may also, on the recommendation of the Bureau, make a grant not exceeding three thousand dollars:

(a) to any farmer not less than eighteen nor more than forty years of age or any

*L'article 18 détermine quand une subvention accordée à un aspirant-agriculteur peut lui être payée.*

*L'article 19, qui remplace l'article 19 de la loi, prévoit qu'une subvention demandée par une personne avant son décès, peut être accordée après ce décès et précise à qui elle peut être versée en tout ou en partie.*

*Section 18 determines the time at which a grant accorded an aspiring farmer may be paid to him.*

*Section 19, which replaces section 19 of the act, provides that a grant applied for by a person before his death may be accorded after his death, and specifies the persons to whom it may be paid, in whole or in part.*

aspirant-agriculteur qui, à compter du (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), acquiert ou loue, pour s'y établir, une ferme rentable;

b) à tout agriculteur âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans qui, avant le (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), a acquis, aux mêmes fins, une telle ferme pourvu que sa demande de subvention parvienne à l'Office dans les trois ans qui suivent la date d'acquisition de la ferme.

Cette subvention est accordée à l'agriculteur ou à l'aspirant-agriculteur qui en fait la demande, aux fins de l'aider à réaliser sur cette ferme un programme d'améliorations foncières conforme au règlement. »]]

[[4. L'article 7 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« 7. Le ministre peut, sur la recommandation de l'Office, accorder une subvention pouvant atteindre deux mille dollars à tout agriculteur qui en fait la demande, qui soumet à l'Office un programme d'améliorations foncières et:

a) qui, de façon à rendre rentable la ferme dont il est propriétaire ou locataire ou à en accroître la rentabilité, augmente, à compter du (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), la superficie de cette ferme au moyen d'une acquisition ou d'une location de terrain additionnel,

b) ou qui, de façon à rendre rentable la ferme dont il était déjà propriétaire ou à en accroître la rentabilité, en a augmenté la superficie au moyen d'une acquisition de terrain additionnel avant le (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), pourvu que, dans ce dernier cas, sa demande de subvention parvienne à l'Office dans les trois ans de la date de telle acquisition.

Une telle subvention est accordée conformément aux exigences du règlement qui peut en déterminer le montant suivant l'augmentation de la superficie en culture.

Pour les fins du présent article, augmente aussi la superficie de sa ferme, l'agriculteur qui, pour des motifs jugés valables par l'Office, dispose de la ferme dont il est propriétaire pour en acquérir ou en louer,

aspiring farmer who, from (*insert here the date of the coming into force of this act*), acquires or leases an economic farm to establish himself thereon;

(b) to any farmer not less than eighteen nor more than forty years of age who, before (*insert here the date of the coming into force of this act*), has, for the same purposes, acquired such a farm, provided that his application for a grant is received by the Bureau within three years from the date of acquisition of the farm.

Such a grant is made to the farmer or to the aspiring farmer who applies therefor, for the purpose of assisting him to carry out a programme of land improvement on such farm in accordance with the regulations.”]]

[[4. Section 7 of the said act is replaced by the following:

“ 7. The Minister may, on the recommendation of the Bureau, make a grant not exceeding two thousand dollars to any farmer who applies therefor and submits a programme of land improvement to the Bureau and:

(a) who, with the purpose of making the farm of which he is the owner or the lessee an economic farm or increasing the profitability thereof, increases, from (*insert here the date of the coming into force of this act*), the area of such farm through the acquisition or lease of additional land,

(b) or who, with the purpose of making the farm he already owned an economic farm, or increasing the profitability thereof, increased the area of his farm through the acquisition of additional land before (*insert here the date of the coming into force of this act*), provided that, in the latter case, his application for a grant is received by the Bureau within three years of the date of such acquisition.

Such a grant shall be made in accordance with the requirements of the regulations which may determine the amount of the grant in accordance with the increase of the area under cultivation.

For the purposes of this section, the farmer who, for reasons considered acceptable by the Bureau, disposes of the farm of which he is the owner to acquire or lease, within a period determined by re-

dans un laps de temps déterminé par règlement, une autre de plus grande étendue, ou met fin au bail de la ferme dont il est locataire, pour en louer ou en acquérir, dans un tel laps de temps, une autre de plus grande étendue. »]]

**5.** L'intitulé de la section IV de ladite loi est remplacé par le suivant:

« CORPORATIONS, COOPÉRATIVES ET SOCIÉTÉS  
D'EXPLOITATION AGRICOLES ».

**6.** L'article 10 de ladite loi, modifié par l'article 31 du chapitre 85 des lois de 1971 et par l'article 2 du chapitre 34 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « le tiers ou plus en valeur des actions de toute catégorie de la corporation, ou dont les intérêts dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins le tiers de l'ensemble des intérêts dans cette dernière » par ce qui suit: « en propriété vingt pour cent ou plus des actions de chaque catégorie émises par la corporation, ou dont les intérêts dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins vingt pour cent de l'ensemble des intérêts dans cette dernière »;

b) par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « chacun le tiers en valeur des actions de toute catégorie de la corporation, ou dont les intérêts de chacun dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins le tiers de l'ensemble des intérêts dans cette dernière, le maximum des subventions auxquelles elle est admissible en vertu de l'alinéa précédent peut excéder les maximums prévus aux articles 2 et 5, sans toutefois dépasser les maximums de deux mille dollars et de six mille dollars, respectivement » par ce qui suit: « en propriété chacun vingt pour cent ou plus des actions de chaque catégorie émises par la corporation, ou dont les intérêts de chacun dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins vingt pour cent de l'ensemble des intérêts dans cette dernière, le maximum des subventions auxquelles elle est admissible en vertu de l'alinéa précédent peut excéder les maximums prévus aux articles 2 et 5, sans toutefois dépasser les maximums de

gulation, another farm of a greater area, or terminates the lease of a farm of which he is the lessee to acquire or lease another farm of a greater area, within such a period, also increases the area of his farm."]]

**5.** The title of Division IV of the said act is replaced by the following:

"AGRICULTURAL OPERATIONS CORPORATIONS,  
COOPERATIVES AND PARTNERSHIPS".

**6.** Section 10 of the said act, amended by section 31 of chapter 85 of the statutes of 1971 and by section 2 of chapter 34 of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by replacing, in the first paragraph, the words "holds one third or more in value of the shares of any class of the corporation or whose interests in the partnership represent, in the opinion of the Bureau, not less than one third of all of the interests in such partnership" by the following: "owns twenty per cent or more of the shares of each class issued by the corporation, or whose interests in the partnership represent, in the opinion of the Bureau, at least twenty per cent of all the interests in such partnership";

(b) by replacing, in the second paragraph, the words "each holding one-third in value of the shares of any class of the corporation, or each of whose interests in the partnership represents, in the opinion of the Bureau, at least one-third of all the interests in the partnership, the maximum grants for which it may qualify under the preceding paragraph may exceed the maximums provided in sections 2 and 5, but with a maximum of two thousand dollars and six thousand dollars, respectively" by the following: "each owning twenty per cent or more of the shares of each class issued by the corporation, or among whom the interests of each in the partnership represent, in the opinion of the Bureau, at least twenty per cent of all the interests in such partnership, the maximum grants for which it may qualify under the preceding paragraph may exceed the maximums provided for in sections 2 and 5, but without exceeding the maximums of one thousand dollars and three thousand

mille dollars et de trois mille dollars respectivement, multipliés par le nombre de tels exploitants »;

c) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Une coopérative d'exploitation agricole peut bénéficier des subventions auxquelles sont admissibles les corporations d'exploitation agricole en vertu des deux alinéas précédents, et jusqu'à concurrence des maximums qui y sont prévus, pourvu qu'elle réalise, *mutatis mutandis*, les conditions prévues à ces alinéas quant aux exploitants agricoles que telle coopérative doit compter parmi ses producteurs actionnaires ou ses sociétaires, selon le cas, sauf que la proportion des actions qui doit être détenue en propriété par chacun de ces exploitants agricoles ne s'applique qu'aux actions ordinaires ou parts sociales, selon le cas. »

**7.** L'article 11 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 34 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

« **11.** Une corporation d'exploitation agricole, une coopérative d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole peut aussi bénéficier de la subvention prévue à l'article 7 aux mêmes conditions qu'un agriculteur, sauf que le maximum de la subvention dans ce cas peut atteindre une somme égale au montant de deux mille dollars multiplié par le nombre d'exploitants agricoles détenant en propriété chacun vingt pour cent ou plus des actions de chaque catégorie émises, lorsqu'il s'agit d'une corporation, par le nombre de producteurs actionnaires ou de sociétaires, selon le cas, détenant en propriété chacun vingt pour cent ou plus des actions ordinaires émises ou des parts sociales, lorsqu'il s'agit d'une coopérative d'exploitation agricole, ou par le nombre de sociétaires dont les intérêts de chacun dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins vingt pour cent de l'ensemble des intérêts dans cette dernière, lorsqu'il s'agit d'une société d'exploitation agricole. »

**8.** L'article 12 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 34 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

dollars, respectively, multiplied by the number of such operators”;

(c) by adding at the end the following paragraph:

“An agricultural operations cooperative may benefit by grants for which agricultural operations corporations may qualify under the two preceding paragraphs, and up to the maximums provided for therein, provided it fulfills, *mutatis mutandis*, the conditions provided for in such paragraphs respecting the agricultural operators which such cooperative must include among its shareholder-producers or its partners, as the case may be, except that the proportion of the shares which must be owned by each of such agricultural operators applies only to the ordinary shares or common shares, as the case may be.”

**7.** Section 11 of the said act, amended by section 3 of chapter 34 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

“**11.** An agricultural operations corporation, an agricultural operations cooperative or an agricultural operations partnership may also benefit by the grant provided for in section 7, on the same conditions as a farmer, except that the maximum grant in that case may amount to a sum equal to the product of two thousand dollars multiplied by the number of farm operators who each own twenty per cent or more of the issued shares of each class, in the case of a corporation, by the number of shareholder-producers or of members, as the case may be, who each own twenty per cent or more of the issued ordinary shares or of the common shares, in the case of an agricultural operations cooperative, or by the number of partners among whom the interest of each in the partnership represents, in the opinion of the Bureau, not less than twenty per cent of the aggregate of the interests in such partnership, in the case of an agricultural operations partnership.”

**8.** Section 12 of the said act, amended by section 4 of chapter 34 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

« **12.** Un agriculteur qui est actionnaire d'une corporation d'exploitation agricole, qui est producteur actionnaire ou membre, selon le cas, d'une coopérative d'exploitation agricole ou qui fait partie d'une société d'exploitation agricole ayant déjà obtenu une subvention en vertu de la présente loi ou qui était actionnaire d'une telle corporation, producteur actionnaire ou membre, selon le cas, d'une telle coopérative ou sociétaire d'une telle société au moment où une telle subvention a été accordée, est considéré comme ayant personnellement bénéficié du maximum de la subvention pour les fins de l'alinéa suivant et de l'article 15.

Pour fixer le maximum d'une subvention à accorder à une corporation d'exploitation agricole, à une coopérative d'exploitation agricole ou à une société d'exploitation agricole en vertu de la présente loi, l'Office doit déduire le montant d'une subvention déjà obtenue par chaque exploitant agricole qui, parmi les actionnaires de cette corporation, les producteurs actionnaires ou les membres, selon le cas, de cette coopérative ou les sociétaires de cette société, réalise les conditions prévues aux articles 10 ou 11 pour rendre admissible aux subventions prévues à ces articles telle corporation, coopérative ou société. »

**9.** L'article 13 de ladite loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« Aucune émission ou répartition, aucun transfert ni aucun remboursement d'actions ordinaires ou de parts sociales, selon le cas, d'une coopérative d'exploitation agricole à qui une subvention est accordée en vertu de la présente loi, n'est valide sans l'autorisation de l'Office tant que le dernier versement de la subvention n'a pas été payé. »

**10.** L'article 13a de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 34 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

« **13a.** Plusieurs personnes physiques qui exploitent une ferme rentable dont elles sont propriétaires par indivis peuvent bénéficier conjointement des subventions prévues aux articles 2 et 5 aux mêmes

“ **12.** A farmer who is a shareholder of an agricultural operations corporation, is a shareholder-producer or a member, as the case may be, of an agricultural operations cooperative, or is a partner in an agricultural operations partnership which has already obtained a grant under this act, or was a shareholder of such a corporation, a shareholder-producer or a member, as the case may be, of such a cooperative or a partner in such a partnership at the time when such a grant was made, is considered to have personally benefited by the maximum grant for the purposes of the following paragraph and section 15.

To fix the maximum grant to be made to an agricultural operations corporation, an agricultural operations cooperative or an agricultural operations partnership under this act, the Bureau must deduct the amount of any grant already obtained by each farm operator who, among the shareholders of such corporation, the shareholder-producers or the members, as the case may be, of such cooperative or the partners in such partnership, fulfills the conditions provided in section 10 or 11 to render such corporation, cooperative or partnership eligible for the grants contemplated in those sections.”

**9.** Section 13 of the said act is amended by inserting, after the first paragraph, the following:

“No issue or allotment, transfer or repayment of ordinary shares or common shares, as the case may be, in an agricultural operations cooperative to which a grant is made under this act is valid without the authorization of the Bureau until the last instalment of the grant has been paid.”

**10.** Section 13a of the said act, enacted by section 5 of chapter 34 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

“ **13a.** Several physical persons operating an economic farm they hold in undivided ownership may jointly benefit by the grants provided for in sections 2 and 5 on the same conditions as a farmer, provided

conditions qu'un agriculteur, pourvu qu'au moins soixante pour cent des droits de propriété de cette ferme soient détenus par un ou plusieurs exploitants agricoles, que l'un d'entre eux soit âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans et que ce dernier détienne au moins vingt pour cent des droits de propriété de cette ferme. »

**11.** L'article 13*b* de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 34 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

« **13*b*.** Des exploitants conjoints peuvent bénéficier conjointement des subventions prévues aux articles 2 et 5, aux mêmes conditions qu'un agriculteur, pourvu que l'un d'entre eux soit un agriculteur âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans et qu'il soit propriétaire d'au moins vingt pour cent de l'ensemble des intérêts dans la ferme rentable constituée de l'ensemble des fermes dont les exploitants conjoints sont propriétaires ou locataires. »

**12.** L'article 13*c* de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 34 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

« **13*c*.** Lorsqu'un groupe de personnes visé aux articles 13*a* et 13*b* compte plus d'un exploitant agricole ou d'un agriculteur rencontrant les conditions requises pour rendre un tel groupe admissible aux subventions prévues aux articles 2 et 5, le maximum des subventions prévues à ces articles peut atteindre mille dollars et trois mille dollars respectivement multipliés par le nombre de tels exploitants agricoles ou de tels agriculteurs, selon le cas. »

**13.** L'article 13*d* de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 34 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

« **13*d*.** Plusieurs personnes physiques qui exploitent une ferme rentable dont elles sont propriétaires par indivis et dont au moins soixante pour cent des droits de propriété dans telle ferme sont détenus par un ou plusieurs exploitants agricoles, ainsi

at least sixty per cent of the rights of ownership in such farm are held by one or more farm operators, that one of them is at least eighteen and not more than forty years of age and that he holds not less than twenty per cent of the rights of ownership in such farm." »

**11.** Section 13*b* of the said act, enacted by section 5 of chapter 34 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

“ **13*b*.** Joint operators may jointly benefit by the grants provided for in sections 2 and 5 on the same conditions as a farmer, provided one of them is a farmer at least eighteen and not more than forty years of age and owns not less than twenty per cent of the aggregate of the interests in the economic farm composed of the aggregate of the farms of which the joint operators are the owners or lessees.”

**12.** Section 13*c* of the said act, enacted by section 5 of chapter 34 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

“ **13*c*.** When a group of persons contemplated in section 13*a* or 13*b* includes more than one farm operator or farmer who meets the conditions required to render the group eligible for the grants provided for in sections 2 and 5, the maximum grants provided for in those sections may amount to one thousand dollars and three thousand dollars, respectively, multiplied by the number of such farm operators or farmers, as the case may be.”

**13.** Section 13*d* of the said act, enacted by section 5 of chapter 34 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

“ **13*d*.** Several physical persons operating an economic farm they hold in undivided ownership, among whom at least sixty per cent of the rights of ownership in the farm are held by one or more farm operators, and joint operators, may

que des exploitants conjoints peuvent bénéficier conjointement de la subvention prévue à l'article 7 aux mêmes conditions qu'un agriculteur, sauf que le maximum de la subvention dans ces cas peut atteindre une somme égale au montant de deux mille dollars multiplié par le nombre d'exploitants agricoles ou d'agriculteurs, selon le cas, détenant en propriété chacun vingt pour cent ou plus de l'ensemble des droits de propriété dans la ferme des propriétaires indivis ou, selon le cas, de l'ensemble des intérêts dans la ferme rentable constituée de l'ensemble des fermes dont les exploitants conjoints sont propriétaires ou locataires. »

**14.** L'article 13e de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 34 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

« **13e.** Tout exploitant agricole ou tout agriculteur faisant partie d'un groupe de personnes auquel une subvention est accordée en vertu des articles 13a à 13d est considéré comme ayant personnellement bénéficié du maximum de la subvention aux fins des articles 12 et 15.

Pour fixer le maximum d'une subvention à accorder à un groupe de personnes visé aux articles 13a à 13d, l'Office doit déduire le montant de toute subvention déjà obtenue par chaque exploitant agricole ou chaque agriculteur, selon le cas, faisant partie d'un tel groupe et réalisant les conditions prévues aux articles 13a, 13b et 13d pour rendre tel groupe admissible aux subventions prévues à ces articles, et ce, nonobstant les articles 15 et 16 et la limite quant au maximum des subventions prévues aux articles 2, 5 et 7. »

**15.** L'article 13f de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 34 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

« **13f.** Pour les fins des articles 13b à 13d, les exploitants conjoints doivent fournir à l'Office, conformément aux exigences du règlement, la preuve qu'ils exploitent conjointement les fermes dont ils sont propriétaires ou locataires. »

benefit jointly by the grant provided for in section 7 on the same conditions as a farmer, except that the maximum grant in such cases may amount to a sum equal to the product of two thousand dollars multiplied by the number of farm operators or farmers, as the case may be, who each own twenty per cent or more of the aggregate of the rights held in undivided ownership of the farm or, as the case may be, of the aggregate of the interests in the economic farm composed of the aggregate of the farms of which the joint operators are the owners or lessees."

**14.** Section 13e of the said act, enacted by section 5 of chapter 34 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

" **13e.** Every farm operator or farmer belonging to a group of persons obtaining a grant under sections 13a to 13d is considered to have personally benefited by the maximum grant for the purposes of sections 12 and 15.

To fix the maximum grant to be made to a group of persons contemplated in sections 13a to 13d, the Bureau must deduct the amount of any grant already obtained by each farm operator or farmer, as the case may be, who, as a member of such group, fulfills the conditions provided in sections 13a, 13b and 13d to render such group eligible for the grants provided for in those sections, notwithstanding sections 15 and 16 and the maximum limit on the grants provided for in sections 2, 5 and 7."

**15.** Section 13f of the said act, enacted by section 5 of chapter 34 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

" **13f.** For the purposes of sections 13b to 13d, joint operators must furnish to the Bureau, in compliance with the regulations, proof that they jointly operate the farms of which they are the owners or lessees."

**16.** L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots de chiffres « \$4,000 les sommes déjà reçues par un groupe d'agriculteurs en vertu des articles 11 ou 13*d* » par les mots et chiffres « \$10,000 les sommes déjà reçues par une corporation d'exploitation agricole, une coopérative d'exploitation agricole, une société d'exploitation agricole ou un groupe de personnes en vertu des articles 11 ou 13*d* ».

**17.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 16, de l'article suivant:

« **16a.** Aux fins des subventions à accorder à une corporation d'exploitation agricole, à une coopérative d'exploitation agricole, à une société d'exploitation agricole ou à un groupe d'agriculteurs visé aux articles 13*a*, 13*b* et 13*d*, deux époux légitimes non judiciairement séparés de corps et deux époux de droit commun habitant ensemble ne peuvent rendre éligible telle corporation, telle coopérative, telle société ou tel groupe dont ils font partie ensemble à titre d'actionnaires, de sociétaires, de membres, de propriétaires indivis ou d'exploitants conjoints, selon le cas, qu'à une fois le montant de la subvention prévue aux articles 2, 5 ou 7, selon le cas, et ce nonobstant les dispositions du deuxième alinéa de l'article 10 et des articles 11, 13*c* et 13*d*. »

**18.** L'article 17 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 34 des lois de 1972, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Dans le cas d'un aspirant-agriculteur, toute subvention qui lui est accordée ne peut cependant lui être payée qu'à compter du jour où il fait de l'agriculture sa principale occupation dans les délais et suivant les conditions fixés par règlement. »

**19.** L'article 19 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **19.** Lorsqu'une personne décède après avoir fait la demande d'une subvention,

**16.** Section 15 of the said act, amended by section 6 of chapter 34 of the statutes of 1972, is again amended by replacing the words and figures "\$4,000 the amount already received by a group of farmers under section 11 or 13*d*" at the end of the second paragraph by the words and figures "\$10,000 the sums already received by an agricultural operations corporation, an agricultural operations cooperative, an agricultural operations partnership or a group of persons under section 11 or 13*d*".

**17.** The said act is amended by inserting, after section 16, the following section:

“ **16a.** For the purposes of grants to be made to an agricultural operations corporation, an agricultural operations cooperative, an agricultural operations partnership or to a group of persons contemplated in section 13*a*, 13*b* or 13*d*, two legitimate spouses not judicially separated from bed and board and two common law spouses living together shall qualify such corporation, cooperative, partnership, or group of which they are members, together, as shareholders, partners, members, undivided owners or joint operators, as the case may be, to only one time the amount of the grant provided for in section 2, 5 or 7, as the case may be, notwithstanding the provisions of the second paragraph of section 10 and of sections 11, 13*c* and 13*d*. ”

**18.** Section 17 of the said act, amended by section 7 of chapter 34 of the statutes of 1972, is again amended by adding, at the end, the following paragraph:

“In the case of an aspiring farmer, however, any grant accorded him shall not be paid to him until such time as he makes farming his principal occupation within the delays and according to the conditions fixed by regulation.”

**19.** Section 19 of the said act is replaced by the following:

“ **19.** When a person dies after having applied for a grant, the grant may be ac-

telle subvention peut être accordée même après ce décès, et, dans ce cas ainsi que dans le cas où la subvention aurait été accordée avant ce décès sans cependant avoir été déboursée en totalité ou en partie, le paiement de ladite subvention ou de tout solde non déboursé sur celle-ci, selon le cas, peut être effectué en faveur de toute personne qui, de l'avis de l'Office, est en mesure de continuer adéquatement l'exploitation de la ferme du défunt. »

[[**20.** Les dépenses encourues pour l'application de la présente loi sont payées, pour l'exercice financier 1975/1976, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

**21.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

corded even after his death, and, in that case or the case where a grant accorded before death remained wholly or partly unpaid, the said grant or the unpaid balance on it, as the case may be, may be paid to any person who, in the opinion of the Bureau, is capable of adequately pursuing the operation of the deceased person's farm."

[[**20.** The expenses incurred for the application of this act shall be paid, for the 1975/1976 fiscal year, out of the consolidated revenue fund and, for subsequent fiscal years, out of the moneys granted annually for that purpose by the Legislature.]]

**21.** This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.